



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
Site de Limoges
22, rue des Pénitents Blancs
87039 Limoges

Limoges, le 15/12/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EPC FRANCE

Les Brugères
à

87240 Saint-Sylvestre

Références : UID872025-273

Code AIOT : 0006000338

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2025 dans l'établissement EPC FRANCE implanté Les Brugères 87240 Saint-Sylvestre. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EPC FRANCE
- Les Brugères 87240 Saint-Sylvestre
- Code AIOT : 0006000338
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site d'EPC France est un dépôt d'explosifs à usage civil (carrières et grands chantiers) datant de 1951.

Le site est classé seveso seuil haut pour la quantité d'explosifs stockés. Il est autorisé par l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2006 modifié.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Dispositions constructives _ Ventilation du dépôt	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 8.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
10	Gestion des situations accidentelles – sirène PPI	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
11	Gestion des situations accidentelles – Dispositions d'alertes	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
12	Gestion des situations accidentelles _ Information préventive des populatio	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	État des Stocks – Matières combustibles	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Vérification périodique électrique (récolement précédente visite)	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 8	Sans objet
3	Vérification périodique incendie	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9	Sans objet
4	Réexamen EDD (récolement précédente visite)	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Formation des entreprises extérieures (récolement précédent visite)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet
6	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 8.9	Sans objet
7	Accès au site/ clôture	Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 7	Sans objet
9	Garanties Financières (actualisation)	Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 516-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu aux demandes faites par l'Inspection dans le cadre de la précédente visite. Outre des demandes de justification et d'éléments complémentaires d'appréciation à l'exploitant (qui concernent principalement la gestion des situations accidentelles) l'inspection, du fait des constats mis en évidence, propose dans ce rapport des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : État des Stocks – Matières combustibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, État des Stocks – Matières combustibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant d'un classement ICPE. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des FDS des MD ou de tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à disposition de l'IIC.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter l'état des stocks du 07/10/2025 présenté par l'exploitant.</p> <p>Les volumes stockés se sont avérés conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation (respect des quantités autorisées).</p> <p>Par sondage, pour certains explosifs, l'Inspection a pu vérifier que la quantité enregistrée sur l'état des stocks était conforme à la quantité physiquement présente (détail en partie confidentielle).</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Vérification périodique électrique (récolement précédente visite)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique électrique
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du Code du Travail relative à la vérification des installations électriques. Le rapport d'inspection de la précédente visite du 17/10/2024 mentionnait au regard d'une installation électrique qui n'est jamais vérifiée en raison des risques qu'induirait son contrôle : <i>« À ce titre, l'exploitant se doit d'envisager les modalités de vérification de l'intégralité du réseau électrique, sur la base d'une fréquence à définir, afin de garantir toute défaillance des systèmes qui ne pourraient être vérifiés en sécurité dans le cadre habituel de la vérification périodique annuelle. »</i> L'exploitant communique à l'Inspection : - sous 15 jours le dernier rapport de vérification périodique en date du 15/03/2024 évoqué au cours de la visite ; - sous 2 mois les mesures mises en œuvre afin de garantir le contrôle de l'intégralité de ses installations électriques à fréquence régulière.
Constats : Par transmission du 13/02/2025 l'exploitant avait justifié, au regard de tests identifiés dans les rapports de contrôles électriques comme « non effectués », des éléments garantissant la prise en compte des vérifications palliatives attendues (informations données techniques du prestataire de contrôle des installations électriques) et justifiant de l'absence de risque au regard de la sécurité du site (incendie / explosion) : - courrier explicatif du prestataire de contrôle des installations ; - schéma de l'installation électrique des dépôts ; - modification du dispositif d'éclairage (éclairage néon remplacé par éclairage LED ; - dernier rapport du 15/03/2024 de contrôle annuel (code du travail) des installations électriques des dépôts détonateurs et explosifs. Dans le cadre de la présente inspection, l'Inspection a pu consulter : - le dernier rapport de contrôle des installations électriques daté du 06/04/2025 qui ne fait l'objet d'aucune remarque et ne fait pas ressortir d'anomalie ; - la procédure PRO 14-14 sur la Gestion des non-conformités et actions correctives et préventives ; - le tableur de suivi des actions.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Vérification périodique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique incendie
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque dépôt ;
- d'une réserve d'eau de 30 m³ mise en place au plus tard le 30 juin 2019 ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Le rapport d'inspection de la précédente visite du 17/10/2024 mentionnait :

- (1) L'Inspection engage l'exploitant à envisager avec son prestataire, en vue de la prochaine vérification périodique, la réalisation d'un contrôle par zones permettant (notamment pour les dépôts) la localisation sur un plan de chaque équipement concerné.
- (2) L'exploitant transmet à l'Inspection une déclaration d'incident selon le modèle proposé par le BARPI et s'assure à l'avenir de cette information systématique de l'Inspection pour tout incident/accident impactant ses installations.

Constats :

(1) Lors de la présente inspection du 7/10/2025, l'exploitant a justifié des derniers rapports d'intervention datés du 15/01/2024 et du 7/01/2025, ainsi que des rapports d'interventions complémentaires du 1/02/2024 et du 30/06/2025 pour la fourniture et reprise d'appareils par le prestataire en charge du suivi des extincteurs.

Il précise que ces rapports ont été établis préalablement à la demande d'ajustement sollicitée par l'Inspection (rédaction du rapport par secteur permettant notamment pour les dépôts d'explosifs la localisation précise sur un plan de chacun des équipements concernés) et que le prestataire n'a pas pu le prendre en compte pour l'élaboration du dernier rapport.

Par ailleurs le système de numérotation des dispositifs de lutte incendie, mentionné dans la réponse de l'exploitant du 13/02/2025 reste à finaliser.

(2) Dans sa réponse du 13/02/2025, l'exploitant indiquait concernant le percement survenu en décembre 2023 sur la réserve d'eau de lutte contre l'incendie qu'il était le fait d'un animal. Pour cet incident, l'exploitant a justifié d'une modification en janvier 2025 de sa procédure « PRO-15 v03a Gestion des REX et RI » afin d'y intégrer les incidents *« de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1; et conformément aux critères définis par la réglementation applicable article R512-69 du code de l'environnement sont transmis au BARPI. »*

L'exploitant a intégré cet incident aux retours d'expériences du groupe et présenté cet événement lors de la CSS du 7/10/2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'attachera à finaliser avec son prestataire le renforcement de la traçabilité des équipements contrôlés sur le son site et notamment au niveau du dépôt.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Réexamen EDD (récolement précédente visite)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen EDD (récolement précédente visite)
Prescription contrôlée : L'exploitant réexamine et réactualise, si nécessaire, l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 du Code de l'Environnement au moins tous les cinq ans et lors de chaque modification des installations. Cette étude est transmise au Préfet et en deux exemplaires à l'inspection des installations classées. Un dossier sur support informatique est également transmis à l'inspection. Compte tenu de la date de remise de l'étude de dangers et de ses derniers éléments complémentaires, le prochain réexamen est à réaliser avant le 18 octobre 2023. Pour effectuer ce réexamen, l'exploitant peut s'appuyer sur les dispositions de l'avis de la Direction Générale de la Prévention des Risques du 8 février 2017 relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut (NOR : DEVP1631704V). Le rapport d'inspection de la précédente visite du 17/10/2024 mentionnait : L'exploitant transmet sous 3 mois à l'Inspection les éléments précisés en annexe confidentielle.
Constats : Dans le cadre du réexamen de son étude de dangers, l'Inspection avait sollicité des éléments, communiqués en 2024 par l'exploitant et qui avaient fait l'objet d'une demande de compléments. Dans sa réponse du 13/02/2025, l'exploitant a transmis les éléments permettant de répondre aux sollicitations de l'Inspection. Le 11/07/2025, un donner acte a été signé par le Préfet concernant la mise à jour de l'étude de dangers et la date du prochain réexamen de cette étude de dangers, attendu pour le 24 juin 2030 .
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation des entreprises extérieure (récolement précédent visite)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Formation des entreprises extérieure (récolement précédent visite)
Prescription contrôlée : [...] Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. [...] Le rapport d'inspection de la précédente visite du 17/10/2024 mentionnait : L'exploitant transmet dans un délai de 2 mois à l'Inspection une justification : - de la méthodologie de révision des procédures liées au SGS afin de garantir leur adéquation avec

les pratiques mises en œuvre sur site ; - de la révision formelle de ces procédures actuelles en application de cette méthodologie.
<p>Constats :</p> <p>Dans sa réponse du 13/02/2025, l'exploitant a communiqué la révision de sa procédure « PRO-04 v04a » de gestion documentaire qu'il a jointe en annexe de sa réponse avec un sommaire de révision des procédures. L'exploitant y précisait par ailleurs que toutes les procédures anciennes avaient été révisées et signées ou en cours de signature.</p> <p>Dans sa réponse et concernant la formation, l'exploitant joignait également le document support intitulé « Formation Entreprises Extérieures Risques pyrotechniques » incluant un questionnaire de type QCM.</p> <p>Dans le cadre de la présente visite du 7/10/2025, l'Inspection a pu consulter les documents en lien avec l'intervention d'entreprises chargées d'interventions au niveau du dépôt d'explosifs et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le document de gestion de la modification en lien avec la Procédure PRO-16 _ Gestion des Modifications ; - le document analyse de sécurité du travail (documents transmis en février à l'Inspection dans la suite de la précédente inspection) ; - Le formulaire « plan d'intervention » renseigné à la date du 3/07/2025 (entreprise chargée des travaux d'éclairage dans la galerie du dépôt d'explosifs). - le formulaire « plan d'intervention » renseigné à la date du 4/02/2025 (entreprise en charge du suivi du dispositif de vidéosurveillance).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 8.9
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'établissement du dépôt est tenu dans un état constant d'ordre et de propreté.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un débroussaillage soigneux est réalisé autour des dépôts. Notamment, l'herbe est régulièrement coupée dans un rayon de 50 mètres autour du dépôt de détonateurs. • Il est interdit de laisser des herbes sèches, broussailles, dans l'établissement. • Il est interdit d'emmagasiner dans un rayon d'au minimum 50 m autour des dépôts des matières facilement combustibles (bois, papier, cartons...) et des liquides inflammables (gazole, huile, graisses). Un stock de palettes de bois, en rapport avec l'exploitation du site, peut être conservé en un endroit suffisamment isolé des dépôts.
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle visuel réalisé par l'Inspection sur le site lors de la présente inspection du 7/10/2025 ne fait ressortir aucune anomalie au regard de l'état d'ordre et de propreté attendu au présent article.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Accès au site/ clôture

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 7
Thème(s) : Autre, Accès au site/ clôture
Prescription contrôlée : Les dispositions de protection du site contre les actes de malveillance sont précisées à l'annexe 2 non publiée du présent arrêté.
Constats : Suite aux constats faits lors de la présente visite, l'Inspection n'a pas de remarque particulière sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dispositions constructives _ Ventilation du dépôt

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/10/2006, article 8.8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives _ Ventilation du dépôt
Prescription contrôlée : Les dépôts sont constitués et équipés conformément aux dispositions suivantes : [...] - Un ventilateur d'aérage insonorisé avec un débit d'air minimal de 7 200 m ² /h
Constats : Suite aux constats faits lors de la présente visite et suite à la consultation de documents techniques, l'Inspection souhaite disposer de justificatifs complémentaires de la part de l'exploitant (détail en partie confidentielle).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection : - des mesures prises pour assurer la prise en compte et le suivi des points repris dans ce rapport ; - des modalités de suivi du dispositif de ventilation garantissant le maintien du débit minimal requis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : Garanties Financières (actualisation)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 08/07/2024, article R. 516-1
Thème(s) : Autre, Garanties Financières (actualisation)
Prescription contrôlée : Installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale. Et article 1 ^{er} de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2011 fixant à la société EPC France SAS des prescriptions complémentaires destinées à lui imposer la constitution de garanties financières pour son dépôt d'explosifs situé au lieu-dit Les Brugères à SAINT-SYLVESTRE Le rapport d'inspection de la précédente visite du 17/10/2024 mentionnait : L'exploitant transmet dans un délai de 2 mois à l'Inspection, une justification de sa méthode de calcul de l'actualisation des garanties financières.
Constats : Par transmission du 13/02/2025 l'exploitant avait justifié de l'acte de cautionnement valide du jusqu'au 31 Août 2027 et justifié de sa méthode de calcul sur la base de l'arrêté ministériel du 31/05/2012 (détail en partie confidentielle).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Gestion des situations accidentelles – sirène PPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations accidentelles – sirène PPI
Prescription contrôlée : En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant prend toutes les mesures qu'il juge utiles afin d'en limiter les effets. Il veille à l'application du Plan d'Opération Interne et il est responsable de l'alerte des populations concernées et de l'information des services administratifs et des services de secours concernés.
Constats : Lors de la présente inspection, l'exploitant a indiqué que la sirène du site ne fonctionnait pas et que cette situation résultait d'un décrochement du boîtier qui était fixé au mur. Les fils situés entre le boîtier de commande et les batteries ont été débranchés. Ce dysfonctionnement a été constaté début août et a fait l'objet d'un signalement sans délai par mail à la préfecture 87. Par ce mail d'information daté du 06/08/2025 qui a fait l'objet d'une réponse en retour du SIDPC le même jour, l'exploitant mentionnait : <i>«...nous n'avons pu tester la sirène PPI ce jour, suite à un problème électrique, rendez-vous est pris avec notre intervenant, à partir de lundi 11 août, il est actuellement en congés, je vous tiendrai informé, suite à son diagnostic de la réparation ou du changement du matériel ».</i> Au jour de la visite, l'exploitant a indiqué avoir été confronté à une succession de retards d'intervention (période de vacance estivale) et de difficultés à trouver un intervenant compétent pour ce type d'appareil. L'exploitant a justifié de différentes démarches engagées auprès de professionnels à cet égard. Il indique que le coffret a bien été refixé et rebranché mais que

l'alarme ne fonctionne toujours pas à ce jour. Dans ce contexte, il dit avoir pris l'option du remplacement de l'appareil en place (démarches engagées en ce sens).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera, sous 15 jours à l'Inspection, un justificatif (bon de commande daté et signé, échéancier de mise en œuvre,...) garantissant la mise en place d'une sirène fonctionnelle sous un mois ainsi qu'un descriptif des mesures palliatives prévues dans l'intervalle.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 11 : Gestion des situations accidentelles – Dispositions d'alertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des situations accidentelles – Dispositions d'alertes
Prescription contrôlée : En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant prend toutes les mesures qu'il juge utile afin d'en limiter les effets. Il veille à l'application de Plan d'Opération Interne et il est responsable de l'alerte des populations concernées et de l'information des services administratifs et des services de secours concernés.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il réalise l'intégralité des tests mensuels de la sirène en sourdine afin de ne pas générer une nuisance pour les plus proches riverains et ce compte tenu du positionnement de la sirène dans le hameau des Brugères. Ces tests sont effectués chaque premier mercredi de chaque mois sans qu'il soit procédé à un enregistrement de leur réalisation. L'Inspection a rappelé que le sujet des tests de la sirène avait été évoqué lors de la CSS de 2022 et qu'il en était ressorti des échanges la nécessité d'effectuer ponctuellement des tests en conditions réelles afin de sensibiliser la population (élément repris dans le compte-rendu de la CSS 2022). Il convient d'envisager, de concert avec la municipalité des communes impactées et l'administration (Préfecture), les modalités de mise en œuvre de cette mesure, notamment concernant la fréquence et les périodes qui peuvent être retenues. L'Inspection demande à l'exploitant quelle est la procédure qui établit la fréquence et les modalités de réalisation des tests de la sirène. L'exploitant dit ne pas se référer à une procédure et s'appuyer sur les consignes de la Préfecture qui vaut pour toutes les sirènes PPI (premier mercredi de chaque mois à 12h00) et qu'en cas de décalage la préfecture procède à une information par mail des sites concernés. L'Inspection note que le document d'information préventive des personnes stipule que la sirène est testée tous les 1 ^{er} mercredi de chaque mois à 12h00.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'Inspection : - la procédure qui fixe actuellement les modalités de réalisation des tests ;

<ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble des mesures engagées pour la mise en œuvre des tests avec émission sonore de la sirène PPI et notamment, <ul style="list-style-type: none"> → le calendrier de consultation/information (mairies, proches riverains...); → l'ajustement des procédures, validé par la Préfecture, avec la mise en œuvre des tests en conditions réelles; → les mesures palliatives prévues en cas de panne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 12 : Gestion des situations accidentelles _ Information préventive des populations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/12/2018, article 6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Information préventive des populations
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend régulièrement l'attache du préfet afin de procéder à l'information préventive des populations.</p> <p>Le contenu de l'information préventive concernant les situations envisageables d'accident majeur comporte notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom de l'exploitant et l'adresse du site, - l'identification, par sa fonction, de l'autorité, au sein de l'entreprise, fournissant les informations, - la présentation simple de l'activité exercée sur le site, - la description des risques d'accident majeur y compris les effets potentiels sur les personnes et l'environnement, - l'alerte des populations et la circulation des informations de cette population en cas d'accident majeur, - les comportements à adopter en cas d'un accident majeur, - une référence aux plans d'urgence et à leur bonne application, - les modalités d'obtention d'informations complémentaires. <p>L'exploitant participe à l'information des populations demeurant dans la zone du PPI selon les dispositions réglementaires.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le document relatif à l'information préventive des personnes. Ce document appelle quelques remarques reprises en annexe confidentielle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant justifiera de l'actualisation du document d'information préventive des personnes et des modalités de suivi de son actualisation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours